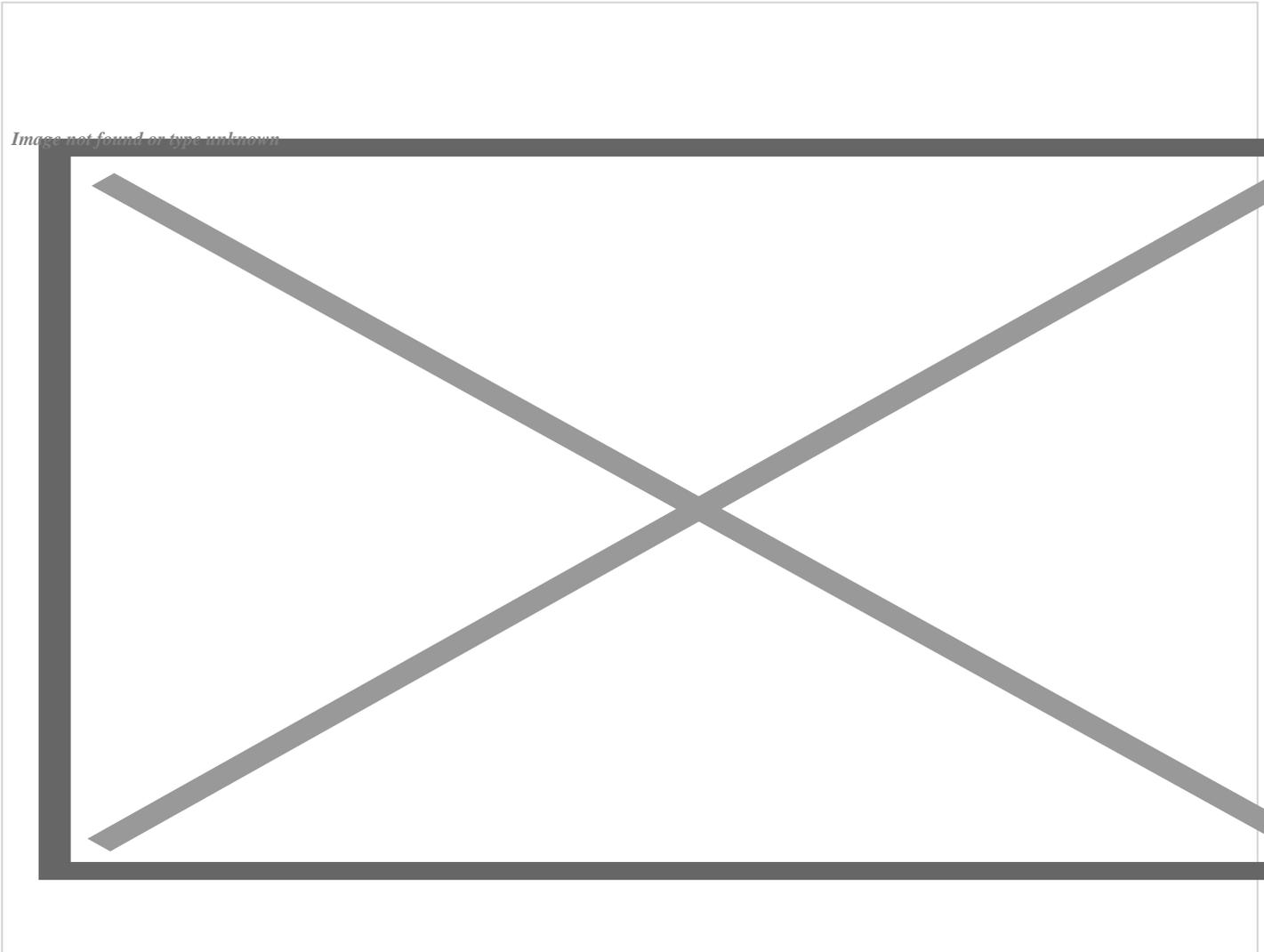


Trump revient avec des politiques de haine, de négationnisme et d'autoritarisme (I)



Auteur : Manu Pineda (Traduit de Telesur)

Des politiques agressives, des déclarations incendiaires et le rejet des normes internationales ont caractérisé son précédent mandat. Photo : EFE

Les États-Unis : démocratie libérale, militarisme et ironie du pouvoir

Pour illustrer le jeu de la démocratie libérale et multipartite aux États-Unis, rien de mieux qu'une anecdote ironique racontée par le général Raúl Castro lors de l'ouverture du septième congrès du Parti communiste de Cuba (PCC). Dans son discours, le leader révolutionnaire a plaisanté sur les différences entre les partis démocrate et républicain : « C'est la même chose que si nous avions deux partis à Cuba : Fidel dirige l'un et moi l'autre. Je suis sûr que Fidel dira : je veux diriger le parti communiste. Et moi, je dirais : « Moi, je veux diriger l'autre, quel que soit son nom ».

L'humour de Raúl Castro, qui caricature les divisions partisans aux États-Unis comme une simple formalité, prend un sens plus profond lorsqu'on analyse la continuité des politiques d'ingérence entre les administrations. La démocratie libérale américaine, dans sa structure bipartisane, permet des alternances de pouvoir qui, dans de nombreux cas, ne représentent pas de changements substantiels dans la direction du pays. Que ce soit sous l'administration Trump ou Biden, les décisions de politique étrangère reflètent un consensus impérialiste dont l'objectif est le maintien de la domination géopolitique, tandis que le droit international, les droits de l'homme, la paix et la justice sociale restent au mieux des slogans, voire des obstacles à surmonter pour atteindre l'objectif réel.

L'arrivée de Trump et les alarmes démocratiques

La première élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en 2016 a tiré la sonnette d'alarme pour diverses organisations, mouvements sociaux et partis politiques, qui ont vu dans son ascension une menace pour la démocratie et la stabilité mondiale. Des politiques agressives, des déclarations incendiaires et le rejet des normes internationales ont caractérisé son précédent mandat. Cependant, ce phénomène présente également un risque : celui de supposer que l'administration de Joe Biden et Kamala Harris, qui a succédé à Trump, représente un contraste absolu et une ère de progressisme, de multilatéralisme et de respect sans restriction du droit international et des droits de l'homme.

Loin d'être une période de transformation progressiste, le mandat de Biden et Harris a été marqué par un approfondissement des politiques visant à renforcer l'hégémonie américaine par le biais de stratégies militaires et économiques agressives. Sur le front international, l'administration Biden a maintenu une approche belliciste, avec la guerre en Ukraine comme pièce maîtresse. Le soutien inconditionnel à l'OTAN et la décision d'utiliser l'Ukraine comme rempart contre la Russie ont intensifié un conflit qui menace de s'étendre à l'échelle mondiale. La figure de proue d'un dirigeant autoritaire aux tendances ultranationalistes et néonazies, Volodymyr Zelensky, a été approuvée sans réserve, tandis que les intérêts américains nous sont présentés comme une lutte pour la « démocratie ».

Au Moyen-Orient, l'administration Biden a poursuivi son patronage militaire et économique honteux mais inconditionnel du régime israélien, ainsi que sa protection politique et diplomatique au sein du Conseil de sécurité de l'ONU contre toute proposition de condamnation du génocide perpétré contre la population palestinienne de Gaza.

Poursuite de la politique étrangère. Russie, Palestine, Cuba, Venezuela et Chine : nouvelles tensions

En politique intérieure, l'administration de Joe Biden et Kamala Harris a montré des différences avec le mandat de Donald Trump, notamment sur les questions de libertés civiles et de progrès social. D'une plus grande ouverture sur les questions de droits reproductifs à la promotion de politiques climatiques plus ambitieuses, l'administration démocrate a cherché à prendre ses distances. En matière de politique étrangère, cependant, les différences se diluent dans une continuité inquiétante qui donne la priorité à la confrontation, au militarisme et à l'ingérence.

En Amérique latine, la continuité de l'ingérence est évidente. M. Biden a maintenu des mesures de blocus et des sanctions qui affectent gravement des pays comme Cuba et le Venezuela, tout en soutenant les tentatives de déstabilisation politique visant à favoriser les intérêts américains dans la région.

Malgré sa rhétorique de diplomatie et de coopération, la politique étrangère de Joe Biden a renforcé un modèle de domination militaire et économique qui heurte de plein fouet les valeurs de paix et de respect de la souveraineté que son gouvernement prétend défendre.

La guerre en Ukraine : l'échiquier d'un jeu impérial

Dès avant le déclenchement du conflit en Ukraine, l'administration de Joe Biden a joué un rôle central en faisant comprendre qu'au-delà des souffrances du peuple ukrainien, la véritable confrontation se situe entre la Russie et l'OTAN, outil de guerre, de mort et de destruction au service des intérêts américains. L'Ukraine n'est rien d'autre que l'échiquier sur lequel l'empire américain déplace ses pièces, tandis que les Ukrainiens sont ceux qui enterrent les morts.

Le récit officiel de Washington s'articule autour de la défense de la « souveraineté » et de la « démocratie » ukrainiennes, mais les faits révèlent une stratégie géopolitique bien plus complexe. Depuis avant 2014, avec le soutien du coup d'État contre le gouvernement de Viktor Ianoukovitch, jusqu'à l'escalade actuelle, les États-Unis et leurs alliés ont utilisé l'Ukraine comme un pion dans leur lutte pour affaiblir la Russie. Les livraisons massives d'armes à l'autoritaire Zelensky - aux tendances pro-nazies, qui a interdit toute l'opposition et suspendu les élections -, les sanctions économiques et l'expansion progressive de l'OTAN vers les frontières de la Russie sont des exemples clairs de la manière dont ce conflit sert les intérêts stratégiques de l'Occident plutôt que la défense de Kiev.

L'administration Biden a investi des milliards de dollars dans le soutien militaire à l'Ukraine, en le présentant comme un geste de solidarité. Cependant, cette intervention a prolongé la guerre,

condamnant l'Ukraine à une dévastation continue et à des dizaines de milliers de morts. Les livraisons d'armes n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu, montrant clairement que l'objectif n'est pas la paix, mais d'épuiser la Russie dans un conflit prolongé, quel qu'en soit le coût humain.

En outre, les États-Unis ont utilisé la guerre pour renforcer leur contrôle sur l'Europe, en subordonnant les pays du continent à leur dépendance militaire et énergétique. Les pressions exercées pour rompre les liens économiques avec la Russie ont étouffé les économies européennes, tandis que les grandes entreprises américaines, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de l'armement, engrangent des bénéfices extraordinaires.

Pour sa part, Joe Biden a empêché tout effort de négociation sérieux, bloquant les tentatives de dialogue et sabotant même les propositions de médiation internationale. Au lieu de cela, il s'est appuyé sur un récit qui diabolise la Russie, en ignorant complètement les responsabilités de l'Occident dans l'escalade du conflit.

La guerre en Ukraine n'est pas un combat entre égaux. Il s'agit d'une manœuvre impérialiste, les États-Unis utilisant l'OTAN pour affronter la Russie, tandis que le peuple ukrainien paie le prix fort. Sur cet échiquier géopolitique, les vies perdues et les souffrances humaines ne sont que des dommages collatéraux pour les stratèges de Washington.

Le soutien inconditionnel de l'administration Biden au régime israélien pendant la crise de Gaza

L'administration Biden a continué à soutenir fermement le régime israélien pendant plus de 15 mois de génocide à Gaza. Ce soutien reflète la continuité de la politique historique des États-Unis à l'égard de l'entité sioniste israélienne, mais aussi une réticence à confronter les actions du régime contre le peuple palestinien.

À de multiples reprises, les États-Unis ont utilisé leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour bloquer des résolutions internationales visant à imposer des mesures pour mettre fin à l'agression israélienne. Ces résolutions, toujours soutenues par une large majorité de pays, comprenaient des appels à un cessez-le-feu, à la protection des civils palestiniens et au respect du droit humanitaire international.

L'utilisation du veto par l'administration Biden a été un signe de soutien inconditionnel à Israël, même face à des violations des droits de l'homme si évidentes qu'elles ont conduit la Cour internationale de justice à prendre des mesures provisoires pour prévenir un génocide (mesures auxquelles Israël ne s'est pas conformé) et la Cour pénale internationale à lancer un mandat d'arrêt international contre Benjamin Netanyahu et son ancien ministre de la guerre, Yoav Gallant. La poursuite du blocus américain a empêché une action internationale efficace pour arrêter le génocide et assurer la protection de la

population civile à Gaza, laissant des millions de personnes dans une situation d'extrême vulnérabilité.

Malgré quelques déclarations publiques de l'administration Biden exprimant son inquiétude quant à la situation humanitaire à Gaza, ces paroles ne se sont pas traduites par des actions concrètes visant à mettre fin à la violence. Au contraire, les États-Unis ont continué à envoyer de l'aide militaire et des armes de pointe à l'agresseur sioniste pendant cette période, permettant ainsi aux opérations militaires à Gaza et dans toute la région de se poursuivre de manière dévastatrice, entraînant une destruction massive des infrastructures civiles et un nombre alarmant de personnes tuées en Palestine et dans toute la région, principalement des enfants et des femmes.

La politique de l'administration Biden concernant le génocide à Gaza a mis en évidence sa politique de deux poids, deux mesures en matière de respect des droits de l'homme. Alors que les États-Unis ont condamné des agressions bien moins graves dans d'autres contextes, leur soutien inconditionnel à Israël a empêché tout progrès vers la résolution du conflit et exacerbé les souffrances de la population palestinienne. L'absence d'action efficace pour promouvoir la paix et protéger les civils à Gaza est la preuve du soutien des États-Unis au gang de Tel-Aviv et de leur manque d'engagement envers les principes de justice et de droit international.

Biden et la promesse non tenue sur le blocus de Cuba

En ce qui concerne Cuba, lors de sa campagne présidentielle de 2020, Joe Biden a promis d'adopter une approche plus conciliante à l'égard de l'île, s'engageant à revenir sur les mesures restrictives imposées par Donald Trump. Ces mesures, 243 au total, comprenaient des restrictions sur les envois de fonds, des limitations sur les vols commerciaux et privés, ainsi qu'un renforcement des sanctions économiques visant à asphyxier le peuple cubain, dans le but déclaré de susciter une désaffection à l'égard du gouvernement révolutionnaire et de provoquer son renversement. Cependant, M. Biden est revenu sur sa promesse de revenir à la politique de rapprochement qui a caractérisé la fin de l'administration de Barack Obama, dont il était lui-même le vice-président.

La politique cubaine d'Obama a représenté un changement historique dans les relations entre les deux pays. En 2014, Obama a annoncé le rétablissement des relations diplomatiques, a facilité les voyages entre les États-Unis et Cuba et a assoupli les restrictions commerciales et financières. Ce rapprochement a culminé en 2016 avec la visite officielle historique d'Obama à La Havane, la première d'un président américain depuis près de 90 ans.

En revanche, Joe Biden a choisi de maintenir intactes les mesures coercitives imposées par Trump, soit par manque de volonté politique, soit en raison de la pression intérieure exercée par des secteurs opposés à tout assouplissement des restrictions à l'égard de Cuba.

La décision la plus injuste et la plus grave de la politique américaine à l'égard de Cuba a été l'inscription du pays sur la liste des États soutenant le terrorisme. Cette mesure a été adoptée par Trump en janvier 2021, quelques jours avant de quitter ses fonctions. Il est important de noter que c'est l'administration Obama-Biden qui, en 2015, a retiré Cuba de cette liste en tant que geste symbolique du rétablissement des relations diplomatiques.

Malgré ses promesses d'inverser les politiques de Trump, Biden n'avait pris aucune mesure concrète pour retirer Cuba de cette liste jusqu'au 14 janvier 2025, date à laquelle il a notifié au Congrès son intention de le faire. Cependant, cette décision n'a jamais été mise en œuvre, puisque Donald Trump, lors de son second mandat le 20 janvier 2025, est revenu sur la mesure de Biden, maintenant Cuba sur la liste. Ce statut complique sérieusement les relations diplomatiques et économiques de l'île avec les autres pays, limitant son accès au financement international et aggravant la crise économique.

En bref, bien que Biden ait promis de poursuivre l'héritage d'Obama et d'inverser les politiques plus dures de Trump à l'égard de Cuba, la réalité est que son administration a maintenu le statu quo dans son intégralité. Son manque d'action concrète contredit non seulement les attentes générées lors de sa campagne, mais perpétue également une politique qui aggrave les conditions de vie sur l'île et a des conséquences dévastatrices pour le peuple cubain.

Les mesures de l'administration Biden contre le Venezuela

Pendant le mandat de Joe Biden, les politiques de pression contre le gouvernement du président Nicolás Maduro au Venezuela ont été non seulement maintenues, mais à certains égards intensifiées. Loin d'inverser les stratégies adoptées par l'administration de Donald Trump, Joe Biden a continué d'appliquer des sanctions économiques, financières et diplomatiques qui ont généré des souffrances et des besoins pour le peuple vénézuélien.

L'un des principaux axes de cette stratégie a été le maintien des sanctions contre Petróleos de Venezuela S.A. (PDVSA), la principale entreprise publique du pays et une source vitale de revenus pour le gouvernement vénézuélien. Ces sanctions ont fortement limité la capacité du Venezuela à commercialiser son pétrole sur les marchés internationaux, réduisant considérablement ses revenus et aggravant la crise économique. En outre, l'administration Biden a maintenu le gel des avoirs vénézuéliens à l'étranger, y compris des milliards de dollars sur des comptes bancaires et des ressources essentielles telles que la filiale américaine de PDVSA, CITGO. Ces mesures ont eu un impact direct sur l'économie vénézuélienne, rendant difficile l'achat de fournitures médicales, de nourriture et d'autres produits de base.

M. Biden a également réaffirmé le soutien des États-Unis à l'autoproclamé Juan Guaidó en tant que « président intérimaire » du Venezuela. Cette reconnaissance s'est accompagnée d'un renforcement des sanctions à l'encontre des dirigeants et des fonctionnaires vénézuéliens, ainsi que de restrictions imposées aux personnes et aux entreprises considérées comme proches du gouvernement.

Outre les actions unilatérales, l'administration Biden a encouragé les efforts multilatéraux visant à isoler diplomatiquement le gouvernement vénézuélien. Au sein d'organismes tels que l'Organisation des États américains (OEA) et l'ONU, les États-Unis ont cherché à consolider des coalitions internationales pour condamner le gouvernement Maduro et promouvoir son départ du pouvoir. Ces actions ont inclus des campagnes de pression diplomatique et des alliances avec des pays clés de la région pour renforcer les restrictions économiques et politiques sur le Venezuela.

L'une des accusations les plus controversées à l'encontre de l'administration Biden a été son soutien aux secteurs les plus violents et d'extrême droite de l'opposition vénézuélienne. Cette politique a marginalisé les secteurs modérés et démocratiques de l'opposition, qui recherchent une solution pacifique et négociée au conflit politique du pays. Dans le même temps, les États-Unis ont imposé des sanctions sélectives aux dirigeants de l'opposition démocratique qui ne s'alignaient pas sur leurs intérêts stratégiques.

La plupart des organisations internationales et des défenseurs des droits de l'homme s'accordent à dire que les sanctions ont eu un effet dévastateur sur la qualité de vie du peuple vénézuélien, exacerbant la crise économique, sociale et migratoire.

En résumé, l'administration de Joe Biden a maintenu la ligne dure de harcèlement et de démolition contre le gouvernement du président constitutionnel Nicolás Maduro, perpétuant les stratégies de pression économique, financière et diplomatique mises en œuvre par son prédécesseur.

La politique chinoise de l'administration Biden : des tensions croissantes

Depuis le début de son mandat, Joe Biden a maintenu une politique stratégique à l'égard de la République populaire de Chine, dans le cadre de ce que l'on peut clairement définir comme une « nouvelle guerre froide ». Alors que l'on s'attendait à ce que Joe Biden adopte une approche plus diplomatique par rapport à son prédécesseur Donald Trump, la réalité a montré une intensification des tensions dans différents domaines, du commercial au militaire, exacerbant les relations déjà complexes entre les deux puissances.

L'un des piliers de la stratégie de Biden contre la Chine a été la poursuite et même l'expansion de la guerre commerciale initiée sous l'administration Trump. Les droits de douane sur les marchandises chinoises restent en place, affectant des secteurs clés tels que la technologie, les biens de consommation et les intrants industriels. En outre, l'administration Biden a mis en œuvre des mesures supplémentaires pour restreindre l'accès de la Chine aux technologies de pointe, en particulier celles liées aux semi-conducteurs et à l'intelligence artificielle.

L'administration Biden a tenté de ralentir considérablement les progrès de l'initiative Belt and Road, également connue sous le nom de Nouvelle route de la soie, qui est le principal pilier de la politique commerciale et économique internationale de la Chine. Dans ce contexte, l'une des priorités a été de limiter la croissance des relations entre l'Amérique latine et les Caraïbes et la Chine. Ces relations, fondées sur le principe du bénéfice mutuel et du respect de l'indépendance politique de chaque pays, ont atteint des niveaux significatifs, offrant des conditions économiques et politiques plus favorables que celles offertes historiquement par les États-Unis, souvent caractérisées par des approches de type colonial.

Un autre objectif clé a été d'essayer de fracturer l'alliance des BRICS. D'une part, des tarifs douaniers et des mesures coercitives ont été appliqués aux pays membres de cette coalition, tandis que d'autre part, les États-Unis ont cherché à rétablir les relations avec les pays qui ont cherché refuge auprès des BRICS dans leur tentative de se défendre contre les agressions économiques et même militaires promues par l'administration Biden et ses alliés de l'Union européenne et de l'OTAN.

En 2022, les États-Unis ont annoncé le Chips and Science Act, qui vise à renforcer la fabrication nationale de semi-conducteurs et à réduire la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement chinoises. Cette mesure n'a pas seulement un impact économique, mais aussi stratégique, car elle vise à ralentir l'avancée technologique de la Chine dans des domaines essentiels à son développement militaire et industriel.

En outre, l'administration Biden a fait pression sur ses alliés en Europe et en Asie pour qu'ils adoptent des restrictions similaires à l'encontre des entreprises technologiques chinoises, telles que Huawei, en invoquant des préoccupations de sécurité nationale. Ces actions ont suscité de vives réactions de la part de Pékin, qui accuse Washington d'essayer de contenir son développement par des pratiques économiques déloyales.

Sur le plan militaire, l'administration Biden a renforcé sa présence dans la région indo-pacifique, en consolidant ses alliances et en menant des manœuvres que Pékin considère comme provocatrices. La stratégie « Indo-Pacifique libre et ouvert » promue par les États-Unis vise à fermer les routes commerciales essentielles au géant asiatique.

Les États-Unis ont renforcé des alliances militaires telles que la Quadrilatérale (avec l'Inde, le Japon et l'Australie) et formé de nouvelles coalitions telles que l'AUKUS (avec l'Australie et le Royaume-Uni), qui vise à fournir des sous-marins à propulsion nucléaire à Canberra. Ces alliances constituent une menace pour la Chine, car on ne peut exclure qu'elles préparent une nouvelle escalade militaire.

Les patrouilles fréquentes des navires de guerre américains dans les eaux contestées de la mer de Chine méridionale, ainsi que l'envoi d'avions militaires près de Taïwan, ont augmenté le risque d'incidents militaires. La Chine, pour sa part, a répondu par des exercices militaires à grande échelle, des patrouilles aériennes dans le détroit de Taïwan et le développement accéléré de capacités navales avancées.

Taiwan est l'une des questions les plus sensibles dans les relations entre les États-Unis et la Chine. Bien que Washington reconnaisse officiellement la politique de la « Chine unique », elle a renforcé son soutien militaire et politique à Taiwan. La vente d'armes de pointe à l'île, ainsi que les visites de hauts fonctionnaires américains, ont exacerbé les tensions avec Pékin, qui considère ces actions comme une ingérence dans ses affaires intérieures.

L'administration Biden a réaffirmé son engagement à aider Taiwan à se défendre en cas d'invasion chinoise, laissant planer l'incertitude sur l'étendue de son soutien militaire. Ce soutien a été critiqué par Pékin qui y voit une violation des accords diplomatiques et une menace directe pour sa souveraineté.

La politique de confrontation avec la Chine a également suscité des inquiétudes quant à ses implications économiques et géopolitiques. Le découplage partiel des économies américaine et chinoise a affecté les chaînes d'approvisionnement mondiales, rendant les produits plus chers et créant de l'incertitude sur les marchés internationaux.

En outre, l'escalade des tensions militaires et commerciales entre les deux puissances menace de déstabiliser la région indo-pacifique, une zone d'importance stratégique pour le commerce mondial. Les pays voisins, qui dépendent à la fois des États-Unis et de la Chine, sont confrontés au défi d'équilibrer leurs relations avec les deux puissances sans être entraînés dans un conflit.

L'administration Biden a adopté une politique déterminée pour contrer l'influence de la Chine sur la scène mondiale. Si ces mesures visent à préserver l'hégémonie américaine dans des domaines clés, elles ont également accru le risque de confrontation militaire, de désengagement économique et de polarisation géopolitique. L'escalade des tensions soulève des questions sur la viabilité d'une approche plus coopérative et sur l'impact que ce conflit prolongé aura sur la stabilité mondiale.

Des tactiques et des formes différentes pour un même projet stratégique

Nous pouvons résumer la situation en disant que les Démocrates et les Républicains, y compris la version la plus réactionnaire, conservatrice et nationaliste de ces derniers, représentée par le magnat Donald Trump et son slogan « Make America Great Again » (MAGA), partagent le même projet stratégique : le maintien de l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain. Bien qu'ils diffèrent dans les tactiques et les formes, leur stratégie est commune.

Après son retour à la Maison Blanche, Donald Trump a clairement indiqué que son programme politique restait fondé sur l'autoritarisme, le mépris des droits de l'homme et le déni des défis mondiaux les plus urgents. À travers une série de décrets présidentiels et de déclarations publiques, Trump a lancé une offensive contre les immigrés, la protection de l'environnement, les communautés vulnérables et le multilatéralisme international, consolidant son image de porte-drapeau de l'extrême droite mondiale.

Auteur Manu Pineda (Traduit de Telesur)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/375623-trump-revient-avec-des-politiques-de-haine-de-negationnisme-et-dautoritarisme-i>



Radio Habana Cuba